

*Paix et sécurité mondiales*

Je voudrais que la Chambre sache que la mission de paix du premier ministre (M. Trudeau) aurait remporté un franc succès, car il avait le soutien de tous les Canadiens, si elle s'était inspirée des propositions du chef de l'opposition qui aurait souhaité qu'elle fasse l'accord des deux partis, qu'elle soit présentée à la Chambre sous forme d'une résolution qui aurait ensuite été étudiée au comité des affaires extérieures. Je crois qu'avec un tel appui, cette mission aurait été prise beaucoup plus au sérieux non seulement au pays même mais aussi sur la scène internationale.

Je crois aussi que l'initiative de paix du premier ministre, si louable soit-elle, n'a pas trouvé suffisamment d'appuis à l'échelle internationale. Je crois que cette politique du gouvernement du Canada, qui misait tout sur la personnalité du premier ministre, eût été plus fructueuse si elle avait été l'aboutissement d'une coalition ou d'une volonté commune de chefs d'État qui œuvrent pour la paix. Elle aurait eu beaucoup plus de poids, je dirais même qu'elle aurait été beaucoup plus convaincante, surtout aux yeux des chefs des deux superpuissances auxquels elle s'adressait.

J'estime donc qu'il faut que les deux partis se mettent d'accord, surtout lorsqu'il s'agit d'une question aussi grave qui touche à l'avenir même de notre planète, et qu'ils fassent cause commune à l'échelle internationale. Le Canada est bien placé pour susciter cette entente. Quand je songe à la façon dont le chef de l'opposition a exposé sa pensée, je considère qu'il est en mesure de donner le ton lorsque les circonstances commandent une action énergique capable de porter fruit.

Je ne veux critiquer personne, mais je me fais l'écho de bien des Canadiens qui sont découragés du peu de progrès réalisés pour assurer l'avenir de notre planète et qui voudraient que le Canada, avec tout le sérieux et le souci que cette grave question impose, prenne des moyens au pays et à l'étranger pour favoriser la coopération internationale. Certains mots me reviennent à l'esprit qui traduisent mieux ma pensée, monsieur le Président. Ce sont ceux-là même qui ont été prononcés à quelques pas de votre fauteuil par le président du Mexique, M. de la Madrid, lorsqu'il a pris la parole à la dernière séance de la Chambre des communes, mardi dernier.

Avec votre permission, monsieur, je voudrais prendre le temps de lire certains propos du président de la Madrid. D'ailleurs, je recommande à tous les députés de relire intégralement le discours prononcé par le président du Mexique. Selon moi, les passages que je vais lire ont un rapport direct avec l'esprit dont nous devrions imprégner le projet de loi que nous étudions aujourd'hui. Comme on peut le voir à la page 3537 du *han-sard*, le président du Mexique a déclaré ceci:

Le monde semble devoir s'engager sur la pente ménagée par les partisans de l'emploi de la force. Le progrès technique a engendré inexorablement une accumulation d'éléments destructeurs et de terreur que constituent aussi bien les armes prêtes à être employées que les résidus de la guerre et qui menacent à la fois la survivance et la dignité de l'homme. Alors que d'innombrables êtres humains dans le monde luttent contre la faim, l'insalubrité, l'ignorance, la mort, des sommes astronomiques sont consacrées à constituer un arsenal apocalyptique de plus en plus difficile à contrôler et qui implique des risques imprévisibles.

Nous sommes témoins du culte irrationnel voué à la capacité d'autodestruction et du gaspillage pour la force.

● (1250)

Ces paroles traduisent les préoccupations de nombreux Canadiens, de même que celles de personnes qui s'inquiètent de la situation dans le monde entier.

Tous les députés de la Chambre ne partagent pas systématiquement les opinions qu'a exprimées le président du Mexique. C'est tout à fait normal. Je pense néanmoins que nous étions tous d'accord avec lui quand il a déclaré:

Il appartient à chaque État de décider, en prévision de l'avenir, s'il entend agir en fonction de l'intérêt de la collectivité ou poursuivre, dans l'isolement, d'infructueux et égoïstes intérêts.

Je crois le moment venu pour le Canada de jouer un rôle très important dans des négociations multilatérales. Ce faisant, le Canada sera à la hauteur de son histoire, car il faut se rappeler que notre pays a exercé une forte influence après la Seconde Guerre mondiale, quand il existait des deux côtés de la Chambre des personnalités qui n'hésitaient pas à montrer la voie. Je pense notamment à M. Lester Pearson et bien sûr à Howard Green. Des deux côtés, les chefs comprenaient que nous devions travailler en collaboration et obtenir l'appui de la grande majorité pour répondre aux véritables besoins des Canadiens.

Je pense que la création d'un institut pour la paix permettra de faire un pas dans la bonne direction, même si à mon avis le Canada devrait faire beaucoup plus dans ce domaine. Dans le monde d'aujourd'hui, je suis convaincu qu'un pas en avant est de loin préférable à l'immobilisme le plus total, même si la partie n'est pas gagnée pour autant.

Dans le premier discours exposant la position de notre parti sur le projet de loi, le très honorable député de Yellowhead (M. Clark) a déclaré:

... l'idée de fonder au Canada un institut pour la paix revêt une grande importance pour nous. Un très grand nombre de gens sont favorables à cette idée.

A mon sens, le très honorable député de Yellowhead a parfaitement évalué l'état d'esprit de la Chambre et du pays en approuvant le principe du projet de loi et en déclarant que l'Institut devrait apporter une contribution à la paix mondiale et à la politique canadienne de trois façons: en aidant les pays du monde à élaborer une politique et des plans susceptibles de minimiser les risques de conflit nucléaire et, deuxièmement, en faisant en sorte que les personnalités politiques et les citoyens du Canada soient bien informés, de façon à exercer une plus grande influence sur la politique du gouvernement. Troisièmement, «il peut symboliser l'engagement du gouvernement et du Parlement du Canada à faire de la recherche de la paix une de nos grandes priorités nationales».

En énonçant ces principes, le très honorable député a souligné à juste titre les lacunes du projet de loi. Les lacunes touchent le principe même dont il s'inspire. Voilà pourquoi notre parti est résolu à veiller à ce que le projet de loi garantisse l'indépendance de l'Institut et sa crédibilité en le laissant dès le début fonctionner de façon autonome.